

OBJET **ZHRI du Butor**
Avenant n° 9 à la convention d'études et de réalisation
(prolongation de la durée et intégration d'une rémunération de clôture)

Dans le cadre de l'aménagement de la RHI du Butor, une convention d'études et de réalisation définissant les droits et obligations respectifs du concédant et du concessionnaire a été signée le 26 septembre 1986.

Par avenants successifs dont le dernier, le numéro 8 approuvé par le Conseil municipal en séance du 23 novembre 2015, la durée de la convention a été prorogée jusqu'au 23 mars 2019.

La prolongation de la validité de la convention est nécessaire pour permettre à la SEDRE de réaliser la clôture foncière de l'opération, d'engager notamment les dépenses correspondantes (travaux de géomètre...) et de signer les actes de vente avec la Commune de Saint-Denis.

La convention est prorogée de douze mois soit jusqu'au 23 mars 2020.

De plus, il est proposé d'inclure pour la mission de liquidation, une rémunération de clôture. Celle-ci, systématiquement intégrée dans les conventions de concession d'aménagement, n'avait pas été inscrite dans la convention d'origine de 1986. Les derniers CRAC de la RHI du Butor approuvés par le Conseil municipal font apparaître cette rémunération de clôture. C'est pourquoi, il vous est proposé d'intégrer à l'article 14 de la convention, une rémunération forfaitaire d'un montant de 40 000 € HT, conforme aux montants habituels appliqués dans les conventions de concession d'aménagement.

Par conséquent, je vous demande :

- d'approuver l'avenant n° 9 à la convention d'études et de la réalisation de la RHI du Butor;
- de m'autoriser à signer toutes les pièces liées à cette affaire.

OBJET **ZHRI du Butor**
Avenant n° 9 à la convention d'études et de réalisation
(prolongation de la durée et intégration d'une rémunération de clôture)

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L. 311-1, R. 311-2 et R 311-5 ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en séance du 24 septembre 1986 portant approbation de la convention d'étude et de réalisation pour la Résorption de l'Habitat Insalubre du BUTOR ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en séance du 16 décembre 1989 portant extension du périmètre de la RHI ;

Vu la Délibération n° 05/1-07 du Conseil Municipal en séance du 22 mars 2007 portant approbation de l'avenant n° 5 à la convention d'études et de la réalisation de la RHI du Butor relative à la prolongation de la convention jusqu'au 23 mars 2010 ;

Vu la Délibération n° 08/9-24 du Conseil Municipal en séance du 13 décembre 2008 portant approbation du CRAC 2007 ;

Vu la Délibération n° 09/6-35 du Conseil Municipal en séance du 14 novembre 2009 portant approbation du CRAC 2008 ;

Vu la Délibération n° 10/1-33 du Conseil Municipal en séance du 27 février 2010 portant approbation de l'avenant n° 6 à la convention d'études et de la réalisation de la RHI du Butor relative à la prolongation de la convention jusqu'au 23 mars 2013 ;

Vu la Délibération n° 10/6-44 du Conseil Municipal en séance du 20 novembre 2010 portant approbation du CRAC 2009 ;

Vu la Délibération n° 11/8-37 du Conseil Municipal en séance du 17 décembre 2011 portant approbation du CRAC 2010 ;

Vu la Délibération n° 12/7-37 du Conseil Municipal en séance du 15 décembre 2012 portant approbation du CRAC 2011 ;

Approuvé par le Conseil Municipal en séance du 27 avril 2013

974-219740115-20190222-191018-DE

Date de télétransmission : 05/03/2019

Date de publication : 13/02/2019

Vu la Délibération n° 13/2-45 du Conseil Municipal en séance du 27 avril 2013 portant approbation de l'avenant n° 7 à la convention d'études et de la réalisation de la RHI du Butor relative à la prolongation de la convention jusqu'au 23 mars 2016 ;

Vu la Délibération n° 13/7-28 du Conseil Municipal en séance du 16 décembre 2013 portant approbation du CRAC 2012 ;

Vu la Délibération n° 14/8-30 du Conseil Municipal en séance du 13 décembre 2014 portant approbation du CRAC 2013 ;

Vu la Délibération n° 15/6-18 du Conseil Municipal en séance du 23 novembre 2015 portant approbation du CRAC 2014 et de l'avenant n° 8 à la convention d'études et de la réalisation de la RHI du Butor relative à la prolongation de la convention jusqu'au 23 mars 2019 ;

Vu la Délibération n° 16/4-25 du Conseil Municipal en séance du 25 juin 2016 portant approbation du CRAC 2015 ;

Vu la Délibération n° 18/4-47 du Conseil Municipal en séance du 21 septembre 2018 portant approbation du CRAC 2016-2017 ;

Vu le RAPPORT N°19/1-018 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Madame ORPHÉ Monique - 2ème adjointe au nom des commissions « Affaire Générale / Entreprise Municipale » et « Aménagement / Développement Durable » ;

Sur l'avis favorable des dites commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

ARTICLE 1

Approuve l'avenant n° 9 à la convention d'études et de la réalisation de la RHI du Butor.

ARTICLE 2

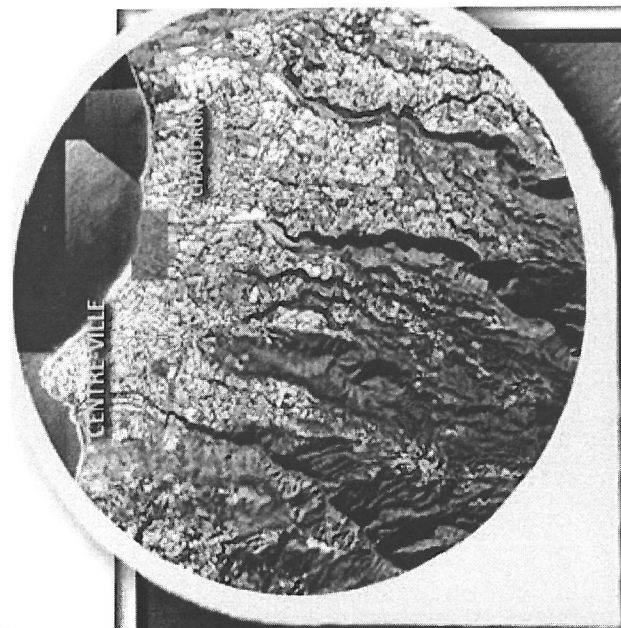
Autorise le Maire à signer toutes les pièces liées à cette affaire.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190222-191018-DE
Date de télétransmission : 05/03/2019
Date de réception préfecture : 05/03/2019

Signé électroniquement par :
Le Maire
04/03/2019



Gilbert ANNETTE



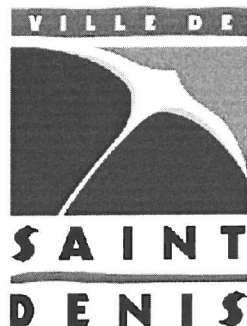
Sortie effectuée par
Maire
09/03/2019

[Signature]

GILLES ANNETTE

Date de réception
04/23/2019
Date de relevé
04/23/2019
Date de mise en place
04/23/2019

LE BUTOR



Z.R.H.I. BUTOR

AVENANT N° 9

**A LA CONVENTION D'ETUDES
ET DE REALISATION DE LA R.H.I. DU BUTOR
ET DE SON EXTENSION**



Accusé de réception en préfecture
974-2019-02-190222-191018-DE
Date de télétransmission : 05/03/2019
Date de réception préfecture : 05/03/2019

- Février 2019 -

ENTRE :

La Commune de Saint-Denis, représentée par son Maire, Monsieur Gilbert ANNETTE habilité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 12 avril 2014 désignée ci-après par le terme "la Commune",

D'une part,

ET :

La Société d'Équipement du Département de la Réunion, (SEDRE), Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 2.400.000 euros, dont le siège social est à Saint-Denis, inscrite au registre du commerce et des Sociétés de Saint-Denis sous le n° 73 B 49, représentée par Monsieur Philippe LAPIERRE, son Directeur Général, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration dans sa séance du 30/05/2007, et désignée dans ce qui suit par le terme «la SEDRE»

D'autre part.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190222-191018-DE
Date de télétransmission : 05/03/2019
Date de réception préfecture : 05/03/2019

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

La Commune de Saint Denis a confié à la SEDRE par convention du 26 septembre 1986, reçue en Préfecture le 24 mars 1987, les études et la réalisation pour la ZRHI du Butor.

- Par avenant n°1 du 3 avril 1991, reçu en Préfecture le 4 avril 1991, le périmètre de la convention a été modifié et élargi; cette extension du périmètre devait permettre la prise en compte dans l'aménagement du quartier, des enjeux d'urbanisme majeurs affectant le secteur et les quartiers riverains.
- Par avenant n°2 du 18 octobre 1994, reçu en Préfecture le 19 octobre 1994, la convention d'études a été prorogée d'une durée de 6 ans.
- Par avenant n°3 du 13 juillet 2001, reçu en Préfecture le même jour, la convention d'études a été prorogée d'une durée de 3 ans pour permettre la réalisation de nouvelles opérations d'aménagement.
- Par avenant n° 4 du 30/09/2003, reçu en Préfecture le 25/10//2003, la convention d'études a été prorogée d'une durée de 3 ans et le montant de la participation financière communale a été précisé.
- Par avenant n° 5 du 22/03/2007, reçu en Préfecture le 04/04/2007, la convention d'études a été prorogée d'une durée de 3 ans.
- Par avenant n° 6 du 28/04/2010, reçu en préfecture le 29/04/2010, la convention d'études a été prorogée d'une durée de 3 ans.
- Par avenant n° 7 du 27/04/2013, reçu en préfecture le 02/05/2013, la convention d'études a été prorogée d'une durée de 3 ans.
- Par avenant n° 8 du 23/11/2015, reçu en préfecture le 01/12/2015, la convention d'études a été prorogée d'une durée de 3 ans.

La concession d'aménagement du Butor expire, le 23 mars 2019. Pour réaliser la clôture foncière de l'opération, et notamment engager les dépenses correspondantes (travaux de géomètre...) et signer les actes de vente SEDRE/Commune de Saint-Denis, il est proposé une prolongation de la durée de la validité de la concession, pour une durée de 12 mois.

Par ailleurs, la convention de concession d'aménagement du 26 Septembre 1986 n'intégrait pas de rémunération de clôture, pourtant actée dans les CRAC successifs approuvés par le concédant à hauteur de 40 000 € HT, montant conforme aux rémunérations de clôture habituellement appliquées. C'est pourquoi, il convient d'officialiser cette rémunération de clôture dans le cadre d'un avenant à la convention.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190222-191018-DE
Date de télétransmission : 05/03/2019
Date de réception préfecture : 05/03/2019

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : PROROGATION DE LA CONCESSION

La convention d'études et de réalisation du 26 septembre 1986, modifiée par les avenants 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 est prorogée pour une durée de douze mois à compter du 23 mars 2019, soit jusqu'au **23 mars 2020.**

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 14

L'article 14 « rémunération de la société » est complété comme suit :

« Pour la mission de liquidation, à l'expiration de la convention publique d'aménagement, la Société aura droit à une rémunération forfaitaire égale à 40 000 € HT. »

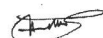
Fait à Saint-Denis, le
en 2 exemplaires, dont un pour chacune des parties

Pour la S.E.D.R.E.,
Le Directeur Général

Pour la Commune,
Le Maire

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190222-191018-DE
Date de télétransmission : 05/03/2019
Date de réception préfecture : 05/03/2019

Signé électroniquement par :
Le Maire
04/03/2019



4 Gilbert ANNETTE